



Retour en brèves sur une actualité sociale dense et revendicative

Qu'elle soit internationale ou nationale, l'actualité sociale n'a pris aucun quartier d'été pendant la période estivale et depuis, elle est particulièrement abondante. En France, la revendication salariale, appuyée par la confédération, a pris une place de premier plan, d'autant plus avec l'inflation, une économie reprenant des couleurs et une abondance de bons résultats dans les entreprises.

Les travailleurs demandent légitimement un meilleur partage des richesses, notamment en retour de leurs efforts depuis la pandémie.

Ils ont dû souvent recourir à la grève et ont déjà obtenu des victoires.

Quand ce n'est pas encore le cas, le combat se poursuit, pour les emplois, les salaires, les droits, contre des déréglementations et réformes, lancées ou menaçantes...

Rétrospective.

Retour en brèves sur une actualité



NETTOYAGE

Belle victoire de FO dans les gares du RER C

Les salariés chargés de nettoyer les gares de la ligne C du RER à Paris se sont mis en grève le 27 septembre à l'appel de FO. Ils dénonçaient le non-respect de leurs droits à la suite d'un changement de prestataire. Le reprenneur, la société USP Nettoyage (groupe Atalian), refusait de conserver leurs avantages acquis, comme l'y oblige pourtant la convention collective du secteur. Un accord de fin de conflit a été trouvé le 4 octobre, confirmant le respect des accords et avantages en vigueur.

AUDIENCE

FO-Justice regroupe ses forces

Le congrès fondateur de FO-Justice s'est tenu début octobre. Cette union des syndicats représentant les personnels rattachés au ministère de la Justice vise à mutualiser les moyens pour mieux défendre les intérêts des agents et préparer les prochaines élections, en décembre 2022. Deux structures complémentaires sont nées : le syndicat FO-Justice (catégories B et C) et l'union FO-Justice (catégorie A). Emmanuel Baudin a été élu secrétaire général de FO-Justice et président de l'union FO-Justice.

GRÈVE NATIONALE INTERPRO

Les travailleurs mobilisés le 5 octobre

Plus de deux cents manifestations ont été organisées le 5 octobre à l'appel de plusieurs organisations syndicales, dont FO. En ce jour de grève interprofessionnelle, les travailleurs se sont mobilisés pour

les salaires, les emplois et les conditions de travail. Les revendications portaient aussi sur les retraites, les services publics, l'Assurance chômage... Pour le secrétaire de la confédération FO, Yves Veyrier, il s'agissait de « donner un signal au gouvernement et au patronat ».

PASS SANITAIRE

L'opposition de FO à la sanction du licenciement

Le pass sanitaire est devenu obligatoire le 30 août pour les 1,8 million de salariés de certains secteurs. Au 15 septembre, les soignants disposaient, eux, d'un mois pour parachever leur schéma vaccinal. Dès l'été, FO s'était opposée à « la menace de sanctions allant jusqu'au licenciement » pour les salariés sans pass sanitaire. Si cette sanction ultime a été abandonnée et celle d'une rupture de contrat de travail pour les CDD et intérimaires invalidée, celle d'une suspension de contrat, sans salaire, a été maintenue. « Une sanction lourde », réagissait la confédération le 5 août.

UNÉDIC

Échec du projet patronal de démantèlement de la délégation sur les AGS

Les salariés de l'Unédic étaient en grève le 21 octobre, à l'appel de FO notamment. Ils s'opposaient au projet patronal visant à mettre fin à la gestion opérationnelle du régime de garantie des salaires réalisée par la délégation Unédic-AGS (DUA) pour un transfert à l'AGS. Deux tiers des emplois de l'Unédic étaient menacés de transfert. Le quorum non atteint du conseil d'administration exceptionnel de l'association, le 23 novembre, a signifié l'opposition de quatre syndicats dont FO à ce projet qui a ainsi pu être bloqué.

TERRITORIAUX/HOSPITALIERS

Une première victoire dans la défense des retraites des titulaires à temps non complet

Adopté en conseil d'administration le 30 septembre, le projet de la CNRACL

consistait à affilier à la caisse les agents titulaires à temps non complet de la territoriale et de l'hospitalière, lesquels relèvent actuellement de l'Ircantec. Pour ces agents précaires, cela signifiait une baisse du montant de la pension. En octobre, les tutelles de la CNRACL ont rejeté le projet et exigé une étude d'impact. C'est une première victoire pour FO qui, contrairement à d'autres syndicats, avait voté contre le projet.

CRISE COVID

Que la fin du « quoi qu'il en coûte » ne pèse pas sur les salariés

Le gouvernement a annoncé le 30 août la fin du dispositif d'aides publiques aux entreprises, mis en œuvre depuis la crise Covid. Demandant toujours le conditionnement des aides publiques, FO appelait les pouvoirs publics à « surveiller le comportement des entreprises afin de détecter et prévenir les risques » de licenciements. Mettant en garde contre le retour de politiques d'austérité, elle soulignait qu'il serait inconcevable que la fin du « quoi qu'il en coûte » conduise à faire « payer le coût de la crise » aux salariés.

AÉROPORTS

La grève des agents de sûreté a payé

Grâce à une forte mobilisation, les agents de sûreté aéroportuaire, chargés de contrôler



été sociale dense et revendicative

les passagers et leurs bagages avant l'embarquement, ont sauvé leur prime annuelle (PASA), équivalent du treizième mois. Refusant que son versement ne soit désormais conditionné à un temps de travail minimum, ils se sont mis en grève illimitée le 16 novembre à l'appel d'une intersyndicale incluant FO. La chambre patronale a capitulé et signé le 24 novembre un accord identique à celui qu'elle avait dénoncé début 2021.

ÉDUCATION NATIONALE

Les AESH mobilisées pour leurs salaires

Par la grève, tel le 19 octobre, et des manifestations, la mobilisation des AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap) pour un vrai statut et un vrai salaire s'est poursuivie depuis la rentrée. En majorité des femmes, réunies en une convention nationale et soutenues par FO, elles ont obtenu une première victoire en septembre : une grille prenant enfin en compte l'ancienneté. Tandis que les contrats à temps partiel leur sont imposés, leur lutte pour des salaires calculés sur un temps complet continue.

AGROALIMENTAIRE

Grèves pour une reconnaissance salariale

De nombreux salariés de l'agroalimentaire



et de la grande distribution (Groupe Pomona, Bergams, Labeyrie, Carrefour Market...) ont fait grève pour les salaires ces derniers mois. Après une deuxième année sur fond de crise sanitaire, ils s'élèvent contre la « surcharge d'activité sans contreparties [salariales, NDLR] et ce malgré les bons résultats économiques » des entreprises, souligne la fédération FGTA-FO, pointant l'absence de redistribution des richesses et tandis que le pouvoir d'achat des salariés s'étirole.

HONG KONG

Répression contre les syndicats indépendants

Depuis l'été, plusieurs syndicats hongkongais indépendants ont annoncé leur auto-dissolution, parmi lesquels la grande organisation HKCTU dont le secrétaire général, Lee Cheuk Yan, est actuellement emprisonné. Accusés par les autorités de « collusion contre l'État », les syndicats et leurs militants sont aux prises avec une répression féroce de la part du régime de Pékin. L'attaque des libertés fondamentales s'est renforcée à Hong Kong depuis le vote d'une « loi sur la sécurité nationale » en juin 2020.

ÉTATS-UNIS

Une vague de grèves en octobre

Réunis par l'appel #striketober (de « strike », grève, et « october », octobre), plus de 100 000 travailleurs américains de divers secteurs (santé, industrie, transports...) ont organisé des grèves pour les salaires et les conditions de travail, rappelant qu'ils ont continué de travailler pendant la pandémie. Rappelant aussi les bénéfices engrangés par les entreprises. Cette mobilisation sociale, inédite dans le pays depuis vingt ans, a reçu le soutien tout aussi inédit de la population, à 68 % selon l'institut Gallup.



Retour en brèves sur une actualité sociale dense et revendicative

PSYCHOLOGUES

Le « non » à la paramédicalisation

Les psychologues, dont les hospitaliers, sont ignorés des politiques de santé publique, s'indignent ces professionnels, soutenus par FO-SPS et organisant une nouvelle grève et manifestation le 28 septembre. Si l'annonce du remboursement des consultations, à hauteur de 30 et 40 euros, est saluée par FO-SPS, la fédération pointe un dispositif conditionné à une prescription médicale, cela induisant une paramédicalisation de la profession. Un groupe de travail dédié à la situation des psychologues devrait se réunir début 2022, annonce le ministère de la Santé.

CAF

Dégradation des conditions de travail

Si la réforme des aides au logement, mise en place au 1^{er} janvier 2021, précarise davantage les allocataires, elle impacte aussi les conditions de travail des agents, dénonçait la FEC-FO dès l'été dernier. Les dysfonctionnements techniques, notamment, sont devenus le quotidien dans les caisses d'allocations familiales (CAF) et compliquent le travail des agents. Pour ces derniers, la charge de travail est de plus en plus importante et les heures supplémentaires deviennent « obligatoires », s'insurge la fédération.

ORANGE

Le combat pour les salaires

« La situation couve depuis longtemps, ce n'est pas une mobilisation qui sort du chapeau », soulignait Christine Besseyre,

secrétaire générale de FO-Com, la fédération appelant à une grève le 21 septembre chez Orange, notamment pour les salaires. Malgré les résultats de l'entreprise, la direction « a décidé unilatéralement » d'une « augmentation moyenne individuelle de 0,9% pour les non-cadres et 0,8% pour les cadres », soit « la plus faible attribuée depuis 2010 », s'insurgeait FO-Com le 29 novembre.

ÉDUCATION NATIONALE

Construire un rapport de force sur le temps long

Alors que plusieurs organisations dont FO appelaient à une grève le 23 septembre, la fédération a réitéré sa demande d'un plan d'urgence sur la question de l'éducation. Constatant le ras-le-bol généralisé des agents « que ne peut suffire à faire taire une seule journée de mobilisation », elle appelait lors de la rentrée scolaire à « construire un véritable rapport de force », ce qui nécessite, indiquait Clément Poulet, secrétaire général de la FNEC FP-FO, « une mobilisation sur le temps long ».

FERROPEM

FO obtient la levée du PSE aux Clavaux

Huit mois sous la menace d'un plan social et la victoire ! Le 15 novembre, FerroGlobe, spécialiste du silicium, a levé le PSE concernant les 131 emplois du site FerroPem des Clavaux à Livet-et-Gavet (Isère), qu'il motivait par un « défaut de compétitivité ». Ce revirement consacre la stratégie de FO, majoritaire, qui a prouvé le contraire en obtenant l'arrivée d'un

ingénieur pour améliorer la production et en évitant les grèves. L'État va avancer 15 millions d'euros sur l'aide relative aux coûts du carbone.

CHEZ ATOS

FO à l'offensive contre la réorganisation

Le repositionnement brutal du groupe informatique Atos (11 000 salariés en France) se heurte à la détermination de FO à défendre les salariés. Le 28 octobre, après trois semaines de grève, le projet d'externalisation de l'activité DCH Bridge (212 salariés) a été suspendu. Autre victoire, le 9 décembre, la justice, saisie par FO, a ordonné la restauration du Comité européen supprimé en avril. Le syndicat a encore saisi l'inspection du travail sur la réorganisation juridique en France, qui menace 30 % de la représentation sociale.

CODE DU TRAVAIL

FO obtient une définition du salaire minimum hiérarchique

Saisi par la FGTA-FO, le Conseil d'État a tranché le 18 octobre : les accords de branche peuvent fixer le montant des salaires minima hiérarchiques (SMH) et « en définir la structure », soit y inclure des compléments de salaire. Ce que contestait, depuis 2018, le ministère du Travail. Premier effet, les salariés du commerce alimentaire voient désormais appliquée sans restriction leur grille conventionnelle qui intègre, dans les SMH, le montant de la prime de fin d'année et des temps de pause !

SÉGUR DE LA SANTÉ

Étendre la revalorisation salariale

Mi-2020, le Ségur de la santé a réservé la revalorisation de 183 euros net mensuels aux personnels soignants des hôpitaux. FO, qui s'était battue pour l'extension de la mesure, ne lâche rien. Après l'avoir notamment obtenue pour les paramédicaux des secteurs proches des Ehpad, elle soutient aujourd'hui la revendication des personnels des structures accueillant des personnes handicapées, des structures médico-sociales financées par les départements et des professionnels de l'aide à domicile, de la protection de l'enfance, de l'insertion.

